

## au menu

- **Prix élevés dans l'agroalimentaire québécois au premier semestre de 2009**
- **Le secteur laitier mondial en perspective**
- **La Chine se joindra-t-elle au club des pays riches?**

### Prix élevés dans l'agroalimentaire québécois au premier semestre de 2009

En 2009, les prix des produits agricoles au Québec ont enregistré une forte progression au premier trimestre (15,1 %) et au deuxième trimestre (5,7 %) en glissement annuel. La hausse estimée du prix pondéré des produits industriels bioalimentaires au Québec, de 2,1 % et de 0,8 % aux deux premiers trimestres de 2009, suit trois années de résultats plus élevés. Les résultats obtenus en 2009 sont très semblables à ceux de l'Ontario et du Canada. La hausse de prix pour les bovins et les veaux (18 % et 11 % au premier et au deuxième trimestre) et pour les porcs (39 % au premier trimestre) ne semble pas avoir eu d'incidence sur le prix de la transformation de la viande, bien que ces productions animales accaparent une part importante de l'ensemble des approvisionnements.

Le prix au détail des aliments au Québec progresse de manière importante, soit de 7,2 % et de 6,9 % au premier et au deuxième trimestre de 2009. Il faut remonter à 2001 pour trouver une hausse à peu près comparable. Les produits vendus en magasin dont les prix ont été plus élevés que la moyenne au premier semestre de l'année sont la viande de porc (hausse de 8 % à 10 %), les fruits et légumes frais (augmentation de 19 % à 26 %) et le sucre et les confiseries (hausse d'environ 11 %).

Source : Données de Statistique Canada; calculs du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

### Le secteur laitier mondial en perspective

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) soumettent des prévisions conjointes quant à certaines variables économiques pour le secteur laitier mondial à l'horizon 2018. Les perspectives présentées ici portent sur les prix internationaux, la demande et l'offre. La question de l'intervention des pouvoirs publics est également abordée.

Les prix internationaux des produits laitiers ont atteint des sommets records en 2007. Ils ont par la suite été poussés à la baisse par l'augmentation de la production et le recul de la demande. En Océanie, soit la région de référence en matière de prix internationaux, les résultats du printemps dernier indiquent que les prix du beurre, du lait entier en poudre et du cheddar se trouvent tous à un palier correspondant à environ la moitié de ceux qui étaient pratiqués un an auparavant. Les prix internationaux devraient rebondir à partir de 2011, en termes réels, et devraient se maintenir par la suite légèrement au-dessus de la moyenne des années 1997-2006.

La **demande de produits laitiers** devrait s'accroître à terme, en particulier dans les pays en développement où la croissance de la consommation est favorisée par la hausse des revenus, la croissance des populations, l'évolution des préférences des consommateurs et des pratiques alimentaires, ainsi que la diversification grandissante de l'alimentation.

La croissance **de la production laitière** dans les pays qui ne sont pas membres de l'OCDE pourrait représenter jusqu'à 81 % de la

croissance totale. Cette expansion proviendrait principalement de l'Inde, le pays qui est le plus grand producteur mondial (109 millions de tonnes en 2009), de la Chine et du Pakistan. On devrait assister à une augmentation de la production de lait entier en poudre en Chine et au Brésil.

Au sein de l'OCDE, la Nouvelle-Zélande devrait demeurer le pays enregistrant le plus fort taux de croissance (2,2 % de 2009 à 2018). En Australie, en 2009, la taille des troupeaux laitiers augmentera pour la première fois depuis sept ans, grâce à un retour à des conditions saisonnières normales. Quant aux États-Unis, ils ont une production laitière équivalant à 86 millions de tonnes à l'heure actuelle, ce qui en fait le principal producteur des pays membres de l'OCDE.

Par ailleurs, l'intervention des pouvoirs publics devrait contribuer à façonner le paysage de la production laitière. L'Union européenne a décidé d'abolir en 2015 le système de quotas visant à encadrer la production laitière, ce qui devrait permettre aux producteurs de lait qui sont efficaces de se développer davantage, tandis que les États-Unis ont confirmé leur intention de soutenir leurs producteurs de lait grâce aux dispositions du *Food, Conservation and Energy Act of 2008*. L'augmentation de la production laitière aux États-Unis pourrait représenter plus de 40 % de la production supplémentaire de lait dans la zone OCDE sur l'horizon de prévision.

Sources : *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2018*, juin 2009. *Perspectives de l'alimentation*, FAO, juin 2009.

### La Chine se joindra-t-elle au club des pays riches?

Berchmans Ntibashoboye

Le développement économique de la Chine est remarquable. En 15 ans, son produit national brut (PNB) a été multiplié par 6. Aussi, le poids de la Chine dans l'économie mondiale n'est plus à démontrer. Cependant, la Chine aurait encore besoin de quelques années avant de se joindre au club des pays riches.

La Chine ne devrait pas être en mesure de rivaliser avec les États-Unis d'ici 2025. En effet, si l'on prend en considération le produit intérieur brut par habitant, le revenu moyen d'un Chinois (6 000 dollars en 2008) n'équivaut qu'à 13 % de celui d'un Américain (47 500 dollars). Bien que ce résultat paraisse encourageant, il ne doit pas masquer les profondes disparités dans le pays. En effet, le tiers de la population chinoise vit avec un maigre revenu de 2 dollars par jour.

Le dynamisme de l'économie chinoise est soutenu surtout par les exportations (37 % du PNB, comparativement à 8 % pour les États-Unis) et par les investissements étrangers (380 milliards de dollars de 2004 à 2008). Aujourd'hui, l'économie de la Chine représente 31 % de celle des États-Unis, où l'activité économique est stimulée par la consommation domestique.

La situation énergétique constitue le point faible de l'empire du Milieu, alors que le développement industriel entraîne une augmentation de la consommation de l'électricité qui a doublé depuis 2000. Enfin, la structure politique actuelle impose un cadre qui est peu propice à l'entreprenariat. De surcroît, l'Inde constitue un concurrent redoutable dans la fabrication de biens à faible valeur ajoutée, ce qui réduit les débouchés pour la Chine.

Source : *Problèmes économiques*, n° 2981, 28 octobre 2009.